

FICHE D'ECART

Fiche n°

1

Réponse de l'exploitant attendue sous 3 semaines après la visite d'inspection

Exploitant : Pyroalliance

Site inspecté : Toulon

Date de l'inspection: 25/05/2016

Constat de l'Inspecteur :

L'exploitant n'a pas une version actualisée de son étude de danger.
Il est demandé d'adresser à M. le Prefet une mise à jour de celle-ci.
Un délai raisonnable sera proposé par l'exploitant.

INSPECTION

Ecart aux dispositions de : L. 551-39 du Code de l'environnement
(indiquer le référentiel réglementaire opposable)

En cas d'omission, la liste des écarts établie à l'issue de la visite d'inspection pourra être complétée ultérieurement

Signature de l'inspecteur

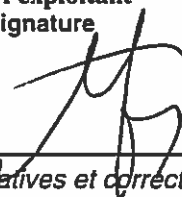


L'exploitant reconnaît avoir pris connaissance des écarts constatés par l'inspection

Représentant de l'exploitant

Fonction et Signature

Directeur d'Etablissement
F. CRESPIZZI



Commentaires et réponses de l'exploitant : (suites envisagées, actions curatives et correctives avec leurs délais d'application)

L'étude de danger actualisée sera adressée
à mi-décembre 2016 comme proposé par notre
fournisseur (cf. email joint).

EXPLOITANT

Suites susceptibles d'être données

Ecart levé

Oui ☐ Non ☒

Proposition de mise en demeure

Oui ☐ Non ☒

Proposition d'arrêté complémentaire

Oui ☐ Non ☒

Commentaires :

L'inspection devra être destinataire de la mise à jour de l'EDD avant
fin 2016

L'inspection le : 17/06/2016

☐ Fiche soldée le :

DREAL

FICHE D'ECART

Fiche n°

2

Réponse de l'exploitant attendue sous 3 semaines après la visite d'inspection

Exploitant : Pyroalliance

Site inspecté : Toulon

Date de l'inspection : 25/05/2016

INSPECTION

Constat de l'Inspecteur :

L'exploitant stocke une quantité de produits explosifs de divisions de rings 1.1 et 1.2 supérieure à la quantité autorisée (137 kg stockés au lieu de 110 kg max autorisé).

Ecart aux dispositions de : Arrêté préfectoral du 27 mars 2012 et Article III A.1-g de l'annexe de l'Arrêté préfectoral du 22/04/1996
(indiquer le référentiel réglementaire opposable)

En cas d'omission, la liste des écarts établie à l'issue de la visite d'inspection pourra être complétée ultérieurement

Signature de l'Inspecteur



L'exploitant reconnaît avoir pris connaissance des écarts constatés par l'inspection

Représentant de l'exploitant

Fonction et Signature

Directeur d'établissement

F. CASTELNETTI



EXPLOITANT

Commentaires et réponses de l'exploitant : (suites envisagées, actions curatives et correctives avec leurs délais d'application)

La masse d'explosifs 1.1/1.2 a été ramenée à 95 kg à ce jour. Un rappel des consignes au responsable du magasin pyrotechnique a été fait.
Les rotations avec notre stockage Xiens (Vanger) ont été augmentées ainsi que les envois en destruction.

DREAL

Suites susceptibles d'être données

Ecart levé Oui ☒ Non ☐
Proposition de mise en demeure Oui ☐ Non ☒
Proposition d'arrêté complémentaire Oui ☐ Non ☒

Commentaires :

L'état des stocks sera vérifié lors d'une prochaine inspection

L'inspection le : 17/06/2016

☐ Fiche soldée le :

FICHE D'ECART

Fiche n°

3

Réponse de l'exploitant attendue sous 3 semaines après la visite d'inspection

Exploitant : Pyro alliance

Site inspecté : Toulon

Date de l'inspection : 25/05/2016

Constat de l'Inspecteur :

Les consignes générales des bâtiments E et G ne sont pas conformes et donc à jour car elles n'indiquent pas la quantité maximale d'explosifs autorisée par bâtiment.

Ecart aux dispositions de : Article 3.9 de l'arrêté ministériel du 12/12/2014
(indiquer le référentiel réglementaire opposable)

En cas d'omission, la liste des écarts établie à l'issue de la visite d'inspection pourra être complétée ultérieurement

Signature de l'Inspecteur



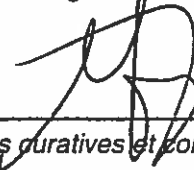
L'exploitant reconnaît avoir pris connaissance des écarts constatés par l'inspection

Représentant de l'exploitant

Fonction et Signature

Directeur d'établissement

F. CLEFFORET



Commentaires et réponses de l'exploitant : (suites envisagées, actions curatives et correctives avec leurs délais d'application)

Les consignes des bâtiments E et G ont été mises à jour en y faisant figurer les mêmes totaux de matières explosibles par bâtiment (cf consignes en pièces jointes).

Suites susceptibles d'être données

Ecart levé Oui ☐ Non ☒
Proposition de mise en demeure Oui ☐ Non ☒
Proposition d'arrêté complémentaire Oui ☐ Non ☒

Commentaires : La mise à jour des consignes laisse apparaître des erreurs persistantes sur les quantités de produits autorisées par bâtiment et par cellule. L'exploitant enverra l'inspection le : 17/06/2016 à l'inspection sous 1 mois les consignes revues en conséquence

☐ Fiche soldée le :

FICHE D'ECART

Fiche n°

4

Réponse de l'exploitant attendue sous 3 semaines après la visite d'inspection

Exploitant : Pyroalliance

Site inspecté : Toulon

Date de l'inspection: 25/05/2016

INSPECTION

Constat de l'Inspecteur :

Les rapports de vérification des installations électriques précisent que des non-conformités sont récurrentes (vérifié pour 2014 et 2015).

Ecart aux dispositions de : Article 27 de l'arrêté ministériel du 12/12/2014
(indiquer le référentiel réglementaire opposable)

En cas d'omission, la liste des écarts établie à l'issue de la visite d'inspection pourra être complétée ultérieurement

Signature de l'Inspecteur



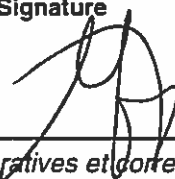
L'exploitant reconnaît avoir pris connaissance des écarts constatés par l'inspection

Représentant de l'exploitant

Fonction et Signature

Directeur d'établissement

F. CRISTOFORETTI



EXPLOITANT

Commentaires et réponses de l'exploitant : (suites envisagées, actions curatives et correctives avec leurs délais d'application)

Les non conformités récurrentes portent :

1. sur la longueur de câblage des parafoudres : Pour ce point, nous avons fait appel à une société qualifiée pour réaliser les travaux avant mi-juillet 2016.
2. sur les prises d'gradés : les fiches pointes décrivent l'évolution et le statut de travaux. Les prises diffèrent d'une année à l'autre mais pour améliorer la formalisme, une fiche d'intervention a été mise en place (en pièce jointe)
3. sur le tableau électrique : celui-ci sera changé avant mi-juillet 2016.

DREAL

Suites susceptibles d'être données

Ecart levé Oui ☐ Non ☒
 Proposition de mise en demeure Oui ☐ Non ☒
 Proposition d'arrêté complémentaire Oui ☐ Non ☒

Commentaires :

Un recensement de la levée des non-conformités sera adressé à l'inspection
sous 3 mois

L'inspection le : 17/06/2016

☐ Fiche soldée le :

FICHE D'ECART

Fiche n°

5

Réponse de l'exploitant attendue sous 3 semaines après la visite d'inspection

Exploitant : Pyroelliance

Site inspecté : Toulon

Date de l'inspection: 25/05/2016

INSPECTION

Constat de l'Inspecteur :

Les travaux d'installation des dispositifs de protection contre le foudre n'ont pas été réalisés dans les 2 ans après la réalisation de l'étude technique foudre.

Ecart aux dispositions de : Article 20 de l'arrêté ministériel du 04/10/10
(indiquer le référentiel réglementaire opposable)

En cas d'omission, la liste des écarts établie à l'issue de la visite d'inspection pourra être complétée ultérieurement

Signature de l'Inspecteur



L'exploitant reconnaît avoir pris connaissance des écarts constatés par l'inspection

Représentant de l'exploitant

Fonction et Signature

Directeur d'établissement
F. CRESTO-LETH



EXPLOITANT

Commentaires et réponses de l'exploitant : (suites envisagées, actions curatives et correctives avec leurs délais d'application)

En effet, l'étude date de décembre 2009 alors que les travaux ont été terminés en mai 2011.
Une plus grande vigilance sera apportée au respect des délais réglementaires.

DREAL

Suites susceptibles d'être données

Ecart levé Oui ☐ Non ☒
Proposition de mise en demeure Oui ☐ Non ☒
Proposition d'arrêté complémentaire Oui ☐ Non ☒

Commentaires :

L'inspection note l'engagement de l'exploitant

L'inspection le :

☒ Fiche soldée le : 17/06/2016

FICHE D'ECART

Fiche n°

6

Réponse de l'exploitant attendue sous 3 semaines après la visite d'inspection

Exploitant : Pyrealliance

Site inspecté : Toubon

Date de l'inspection: 25/05/2016

INSPECTION

Constat de l'inspecteur :

L'installation de protection contre la foudre mise en place n'a pas été vérifiée dans les 6 mois après la réalisation des travaux d'installation.

Ecart aux dispositions de : Article 21 de l'arrêté ministériel du 04/10/10
(indiquer le référentiel réglementaire opposable)

En cas d'omission, la liste des écarts établie à l'issue de la visite d'inspection pourra être complétée ultérieurement

Signature de l'inspecteur



L'exploitant reconnaît avoir pris connaissance des écarts constatés par l'inspection

Représentant de l'exploitant

Fonction et Signature

Directeur d'établissement
F. CROSTFORST



EXPLOITANT

Commentaires et réponses de l'exploitant : (suites envisagées, actions curatives et correctives avec leurs délais d'application)

L'installation a été vérifiée en septembre 2015.
Comme pour la fiche n° 5, une plus grande vigilance sera offerte au respect des exigences réglementaires.

DREAL

Suites susceptibles d'être données

Ecart levé Oui ☐ Non ☒
Proposition de mise en demeure Oui ☐ Non ☒
Proposition d'arrêté complémentaire Oui ☐ Non ☒

Commentaires :

L'inspection note l'engagement de l'exploitant

L'inspection le :

☒ Fiche soldée le : 17/06/2016

FICHE D'ECART

Fiche n°

7

Réponse de l'exploitant attendue sous 3 semaines après la visite d'inspection

Exploitant : Pyroalliance

Site inspecté : Toulon

Date de l'inspection: 25/05/2016

Constat de l'Inspecteur :

L'installation de protection contre la poudre n'est pas vérifiée annuellement (ni vérification visuelle, ni vérification complète).

INSPECTION

Ecart aux dispositions de : Article 21 de l'arrêté ministériel du 04/10/10.
(Indiquer le référentiel réglementaire opposable)

En cas d'omission, la liste des écarts établie à l'issue de la visite d'inspection pourra être complétée ultérieurement

Signature de l'Inspecteur

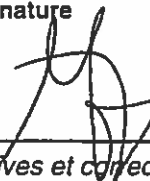


L'exploitant reconnaît avoir pris connaissance des écarts constatés par l'inspection

Représentant de l'exploitant

Fonction et Signature

Directeur d'établissement
F. CRISTOFONETTI



Commentaires et réponses de l'exploitant : (suites envisagées, actions curatives et correctives avec leurs délais d'application)

EXPLOITANT

Nous avons contractualisé avec l'APAVE pour faire réaliser ces vérifications tous les ans :

1/2ans à partir de 2016 : Vérification visuelle

1/2ans à partir de 2017 : Vérification complète.

Suites susceptibles d'être données

Ecart levé

Oui ☐ Non ☒

Proposition de mise en demeure

Oui ☐ Non ☒

Proposition d'arrêté complémentaire

Oui ☐ Non ☒

Commentaires :

Une vérification du respect de cette prescription sera faite lors de la prochaine inspection.

L'inspection le : 17/06/2016

☐ Fiche soldée le :

DREAL